



BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI



Indicateurs de conjoncture Juillet 2017

Table des matières

I. INTRODUCTION	1
II. PRODUCTION	1
II.1 Indice de la production industrielle.....	1
II.2 Café.....	1
II.3 Thé.....	1
III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION	2
IV. FINANCES PUBLIQUES	2
IV.1. Recettes.....	2
IV.2. Dépenses.....	2
IV.3. Dette publique	3
- Dette intérieure	3
- Dette extérieure	3
V. COMMERCE EXTERIEUR	3
V.1 Exportations	4
V.2 Importations.....	4
VI.TAUX DE CHANGE	5
VII. BASE MONETAIRE, MASSE MONETAIRE ET SES CONTREPARTIES	5
VII.1 Base monétaire	5
VII.2 Masse monétaire	5
VII.3 Contreparties de la masse monétaire.....	6
VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE	6
VIII 1. Emplois.....	6
VIII 2. Ressources.....	6
IX. SOLIDITE FINANCIERE DU SECTEUR BANCAIRE	7
IX 1. Adéquation du capital	7
IX 2. Qualité du portefeuille crédits	7
IX 3. Rentabilité	8
IX 4. Liquidité.....	8
ANNEXE 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS	9
ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE	10
ANNEXE3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS	11

I. INTRODUCTION

Les principaux indicateurs économiques ci-après portent sur l'évolution des secteurs de la production, des prix, des finances publiques, du commerce extérieur et taux de change, de la masse monétaire et ses contreparties ainsi que de l'activité et des indicateurs de solidité du secteur bancaire à fin juillet 2017.

En glissement annuel, le secteur réel a été marqué par une augmentation de la production industrielle tandis que la récolte du thé et la production du café parche ont baissé. L'inflation a augmenté au cours du mois de juillet 2017.

Le déficit des finances publiques s'est allégé tandis que le déficit de la balance commerciale s'est détérioré. Le Franc Burundi s'est déprécié par rapport au dollar américain.

Le secteur monétaire a été caractérisé par l'augmentation de la base monétaire et de la masse monétaire. Le total bilan du secteur bancaire s'est accru par rapport à la même période de 2016. De fait, les dépôts et les crédits à l'économie ont augmenté. Au niveau de la solidité financière, le secteur bancaire est resté suffisamment capitalisé, solvable et rentable.

II. PRODUCTION

Comparé au mois précédent, la production industrielle s'est accrue au cours du mois de juillet 2017 tandis que la récolte du thé a reculé. En glissement annuel, la production industrielle s'est accrue alors que la récolte du thé et la production du café parche ont baissé.

II.1 Indice de la production industrielle

La production industrielle s'est accrue par rapport à celle du mois précédent. En effet, l'indice de la production industrielle augmenté de 33,6 %, passant de 143,6 à 191,9, en rapport avec l'augmentation de la production de boissons de la BRARUDI (+25,5%), de sucre (+113,9%) et de cigarettes (+4,5%). En glissement annuel, cet indice a progressé de 9,8%, passant de 174,8 à 191,9, en liaison avec l'accroissement de la production de boissons de la BRARUDI (+26,6%).

II.2 Café

La production de café Arabica en parche de la campagne 2017/2018 a baissé par rapport à la campagne précédente. En effet, les apports de café Arabica en parche se sont établis à 10.080 T à fin juillet 2017 contre 13.749 T à la même période de la campagne précédente, soit un recul de 3.669 T.

II.3 Thé

La production de thé en feuilles vertes du mois de juillet 2017 s'est établie à 2.275 contre 4.250 tonnes le mois précédent, soit une baisse de 46,5%, en rapport avec la baisse de la pluviométrie liée à la saison sèche. En glissement annuel, la production cumulée jusqu'à fin juillet 2017 a reculé de 18,4% par rapport à celle de la même période de 2016, revenant de 38.161 à 31.130 T, suite à la mauvaise pluviosité qui a prévalu au cours de cette période.

III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

L'indice des prix à la consommation des ménages s'est établi à 113,5 à fin juillet 2017 contre 99,9 au même mois de l'année précédente, soit un taux d'inflation de 13,6% qui est principalement tirée par la hausse des prix des produits alimentaires (+18,8%) et dans une moindre mesure par les prix des produits non alimentaires (+7,5%).

L'inflation alimentaire est due essentiellement à la hausse des prix des sous divisions «Pains et céréales» (+28,7%), «Légumes» (+16,4%), «Poisson et fruits de mer» (+15,5%), « Huiles et graisse » (+12,7%), «Viande» (+10,7%), «Fruits» (+9,8%) et «Sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie» (+9,1%).

Indice des prix à la consommation (base 2016/ 2017 =100)

Rubriques	juil-16	juil-17	variation
1. Alimentation	100,9	119,9	18,8
-Pains et céréales	95,4	122,8	28,7
-Viande	99,8	110,5	10,7
- Poissons et fruits de mer	102,6	118,5	15,5
- lait, fromage et œufs	102,5	105,8	3,2
- Huiles et graisses	96,2	108,4	12,7
- Fruits	103,8	114,0	9,8
- Légumes	105,6	122,9	16,4
- Sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie	102,8	112,2	9,1
- Produits alimentaires n.c.a	101,1	107,5	6,3
2. Hors alimentation	99,1	106,5	7,5
-Boissons alcoolisées et tabac	99,9	109,4	9,5
- Articles d'habillement et chaussures	96,6	109,3	13,1
- Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	97,2	105,2	8,2
- Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	100,7	108,7	7,9
- Santé	100,9	104,4	3,5
- Transport	100,2	109,3	9,1
- Communications	99,9	100,6	0,7
- Loisirs et culture	98,4	107,5	9,2
- Enseignement	99,7	101,6	1,9
- Restaurants et hôtels	100,6	105,9	5,3
- Biens et services divers	101,4	107,2	5,7
Indice général	99,9	113,5	13,6

Source : BRB à partir des données de l'ISTEEBU

L'inflation hors alimentation a résulté de la hausse des prix des sous-divisions «Articles d'habillement et chaussures» (+13,1%), «Boissons alcoolisées et tabac» (+9,5%), «Loisirs et culture» (+9,2%) , «Transport» (+9,1%), «Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles» (+8,2%), «Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer» (+7,9%) ainsi que «Biens et services divers» (+5,7%).

IV. FINANCES PUBLIQUES

A fin juillet 2017, le déficit global (hors dons) des finances publiques s'est allégé par rapport à celui de la même période 2016, en liaison avec la forte progression des recettes que des dépenses.

IV.1. Recettes

Les recettes publiques du mois de juillet 2017 ont progressé de 2.548,6 MBIF (soit 3,9%) par rapport au mois précédent, passant de 65.194,3 à 67.742,9 MBIF. Cet accroissement a résulté de la hausse des recettes non fiscales (+4.345,0 MBIF), les recettes fiscales ayant reculé de 1.796,4 MBIF.

Les recettes cumulées jusqu'à fin juillet 2017 se sont accrues de 16,9%, s'établissant à 416.847,0 contre 356.599,2 MBIF à la période correspondante de 2016, en liaison avec la hausse des recettes fiscales (+58.934,2 MBIF) et non fiscales (+1.312,6 MBIF).

IV.2. Dépenses

Les dépenses engagées ont atteint 598.884,2 à fin juillet 2017 contre 554.980,6 MBIF à la même période de l'année précédente, soit un accroissement de 43.903,6 MBIF ou 7,9%.

Les dépenses de personnel se sont établies à 225.345,5 contre 196.768,1 MBIF à la fin de la période correspondante de 2016, soit une hausse de 14,5%.

IV.3. Dette publique

D'un mois à l'autre, la dette publique totale a baissé de 0,5%, en liaison avec le recul de la dette intérieure (-1,2%), la dette extérieure ayant légèrement augmenté (+0,8%).

Par contre, en glissement annuel, l'encours de la dette publique totale a progressé de 15,0% à fin juillet 2017, se fixant à 2.207,5 Mds de BIF contre 1.920,3 Mds de BIF à la même période de l'année précédente, en rapport avec l'augmentation de la dette intérieure (+21,3%) et de la dette extérieure (+4,6%).

- Dette intérieure

D'un mois à l'autre, la dette intérieure a baissé de 17.026,4 MBIF revenant de 1.464,1 à 1.447,1 Mds de BIF, suite à la diminution de l'endettement de l'Etat envers le secteur bancaire (-20.918,7 MBIF) qui a contrebalancé l'augmentation des engagements envers le secteur non bancaire (+3.892,3 MBIF).

En glissement annuel, la dette publique intérieure a progressé de 253.224,8 MBIF, passant de 1.193,9 à 1.447,1 Mds de BIF, en liaison avec l'augmentation de l'endettement de l'Etat vis-à-vis des secteurs bancaire (+220.937,2 MBIF) et non bancaire (+32.287,6 MBIF).

La progression des engagements envers le secteur bancaire a principalement porté sur les engagements de l'Etat envers la Banque Centrale (+85.815,3 MBIF) et les banques commerciales (+138.027,6 MBIF).

- Dette extérieure

Comparée au mois précédent, la dette publique extérieure s'est accrue de 5.725,5 MBIF, passant de 754.668,5 à 760.394,0 MBIF, en raison des plus-values de réévaluation (7.093,4 MBIF) qui ont contrebalancé le remboursement de la dette (1.367,9 MBIF).

En glissement annuel, l'encours de la dette publique extérieure a augmenté de 33.184,5 MBIF, passant de 727.209,5 à 760.394,0 MBIF. Cette augmentation est en liaison avec les nouveaux tirages (7.834,3 MBIF) et les plus-values de réévaluation (35.849,2 MBIF) qui ont contrebalancé le remboursement de la dette en principal (10.499,0 MBIF).

Exprimée en dollar américain, la dette extérieure a baissé de 2,7 MUSD à fin juillet 2017 par rapport à la même période de 2016, revenant de 441,7 à 438,9 MUSD.

V. COMMERCE EXTERIEUR

Les échanges commerciaux (exportations et importations de biens) se sont accrus de 27,7% à fin juillet 2017 par rapport à la même période de 2016, passant de 648.754,7 à 828.218,6 MBIF, suite à l'augmentation, à la fois, des importations (707.110,3 contre 554.674,5 MBIF) et des exportations (121.108,3 contre 94.080,2 MBIF).

Le déficit commercial s'est aggravé à fin juillet 2017 (-586.002,0 contre -460.594,3 MBIF), soit une augmentation de 27,2%. Cette dégradation du déficit est due à l'augmentation plus importante des importations (+152.435,8 MBIF) que celle des exportations (+27.028,1 MBIF).

V.1 Exportations

Par rapport à fin juin 2016, les exportations cumulées à fin juillet 2017 ont augmenté tant en valeur (+28,7%) qu'en volume (+3,2%).

L'accroissement de la valeur des exportations est lié à celle des produits primaires (+53,4%), les produits manufacturés ayant baissé de 6,9%. La hausse des exportations des produits primaires a essentiellement concerné l'or non monétaire (31.785,9 contre 0 MBIF) et le thé (31.921,0 contre 27.269,8 MBIF) et les minerais de Niobium (5.882,2 contre 685,1 MBIF). La baisse des produits manufacturés a concerné les savons (1.294,8 contre 5.429,1 MBIF), les cigarettes (4.949,0 contre 6.303,7 MBIF) et les autres produits (9.863,1 contre 14.568,0 MBIF).

L'augmentation du volume des exportations a concerné aussi bien les exportations des produits primaires (+4,5%) que les exportations des produits manufacturés (+2,2%). La hausse des exportations des produits primaires est principalement liée à celle des autres produits primaires (10.663 contre 5.634 T). En revanche, le volume du café (3.233 contre 6.332T) et celui du thé (6.757 contre 7.769 T) ont baissé. S'agissant des exportations des produits manufacturés, la hausse a concerné la bière (11.824 contre 7.112 T) et la farine du blé (8.630 contre 5.372T). Par contre, le volume des savons (1.217 contre 3.897 T) et autres produits (5.907 contre 10.130T) a baissé.

V.2 Importations

A fin juillet 2017, les importations cumulées se sont accrues de 27,5% en valeur et de 0,3% en volume par rapport à fin juin 2016.

L'accroissement en valeur a concerné les biens de production (+16,7%), d'équipements (+35,3%) et de consommation (+34,5%).

En valeur, la hausse des importations des biens de production a été tirée par les biens destinés à l'alimentation (54.102,9 contre 34.092,2 MBIF), les huiles minérales (104.672,5 contre 91.034,4 MBIF), la métallurgie (24.448,8 contre 15.847,6 MBIF), les biens destinés à la construction (21.913,5 contre 19.007,9 MBIF). L'accroissement des importations des biens d'équipement a principalement concerné les tracteurs, véhicules et engins de transport (66.503,5 contre 28.542,5 MBIF). S'agissant des importations des biens de consommation, la hausse a concerné les textiles (50.120,6 contre 17.571,2 MBIF), les biens alimentaires (82.965,7 contre 61.969,0 MBIF) et les biens pharmaceutiques (62.363,6 contre 52.446,6 MBIF).

En volume, la faible augmentation des importations a porté sur l'augmentation des biens de consommation (20,0%) qui a été contrebalancée par la baisse des biens de production (-6,4%) et d'équipements (-3,1%).

Les biens de consommation qui ont augmenté sont principalement les textiles (14.372 contre 8.275 T) et les biens alimentaires (74.131 contre 62.634 T). La diminution des importations des biens de production a concerné les biens destinés à l'agriculture et l'élevage (30.538 contre 20.177 T) et la construction (63.211 contre 80.077 T). Par contre, le volume des biens destinés à l'alimentation a augmenté (70.163 contre 54.219T). Concernant les importations des biens d'équipement, la diminution a été tirée par la baisse des pièces et outillage (6.100 contre 6.693 T) et du matériel électrique (2.869 contre 3.257T).

VI.TAUX DE CHANGE

Au cours du mois de juillet 2017, le taux de change moyen du BIF/USD s'est déprécié de 4,56%, s'établissant à 1.732,44 contre 1.656,83 BIF à la même période de l'année précédente. Comparé au mois précédent, le taux de change moyen du BIF/USD s'est déprécié de 0,44%. A fin de période, le taux de change du BIF/USD s'est déprécié de 4,57%, s'établissant à 1.736,10 à fin juillet 2017 contre 1.660,29 BIF à fin juillet 2016.

VII. BASE MONETAIRE, MASSE MONETAIRE ET SES CONTREPARTIES

En glissement annuel, la base monétaire et la masse monétaire ont progressé, suite à la hausse des avoirs intérieurs nets et des avoirs extérieurs nets.

VII.1 Base monétaire

La base monétaire a augmenté de 20,02% (+89.489,3 MBIF) par rapport à fin juillet 2016, passant de 382.330,4 à 458.873,0 MBIF. Cet accroissement a principalement porté sur les billets et pièces en circulation (+38.183 MBIF) ainsi que sur les dépôts en devises des ONG (+29.378,2 MBIF), des établissements de microfinance (+7.164,3 MBIF) et des sociétés non financières publiques (+5.186,6 MBIF). En revanche, les dépôts des banques commerciales ont légèrement diminué (-3.965,3 MBIF).

VII.2 Masse monétaire

Par rapport à fin juillet 2016, la masse monétaire (M3) s'est accrue de 26,3%, passant de 1.118,9 à 1.413,6 Mds de BIF, en liaison avec la progression de l'agrégat monétaire M2 (+26,1%) et des dépôts en devises des résidents (+28,7%).

La hausse de la masse monétaire M2 a concerné, à la fois, les disponibilités monétaires et les dépôts à terme et d'épargne qui se sont accrues de 31,1% et 13,1% respectivement. L'augmentation des disponibilités monétaires a porté sur les dépôts à vue (+40,1%) et la circulation fiduciaire hors banques (+11,8%).

L'accroissement des dépôts à vue en BIF a principalement concerné les dépôts des sociétés non financières publiques (+62,0%), des autres sociétés non

financières (+60,5%), des ménages (+31,5%) et ceux classés dans les autres comptes (+17,6%).

L'augmentation des dépôts à terme et d'épargne en BIF est en rapport avec la progression des placements des autres sociétés non financières (+37,2%) et des ménages (+11,6%). En revanche, ceux des établissements financiers et des sociétés non financières publiques ont respectivement diminué de 7,4 et 11,6%.

La hausse des dépôts en devises des résidents est liée aux avoirs des ménages (+9.338,2 MBIF), des autres sociétés non financières (+8.028,4 MBIF) et ceux regroupés dans les autres comptes (+15.800 MBIF). En revanche, les dépôts des sociétés non financières publiques ont diminué de 1.989,6 MBIF.

VII.3 Contreparties de la masse monétaire

En glissement annuel, le crédit intérieur a augmenté de 12,8%, passant de 1.660,3 à 1.872,6 Mds de BIF, en raison de l'augmentation des créances nettes sur l'Etat (+25,3%) et des créances sur l'économie (+1,4%).

L'accroissement des créances nettes sur l'Etat a principalement concerné les bons et obligations du Trésor détenus par les banques commerciales (+49,6%) et les engagements nets de l'Etat envers la Banque Centrale (+9,5%).

En glissement annuel, les avoirs extérieurs nets ont augmenté de 10,6% alors que les réserves officielles de change exprimées en dollar américain ont diminué de 6,4%. Ces réserves couvrent 1,4 mois d'importation de biens et services, comme à la même période de l'année précédente.

VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE

A fin juillet 2017, le total bilan du secteur bancaire a augmenté. Par rapport à la même période de l'année précédente les dépôts et le crédit à l'économie ont augmenté. Au niveau de la solidité, le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé, solvable et rentable.

VIII 1. Emplois

En glissement annuel, le total actif du secteur bancaire a augmenté de 15,1%, passant de 1.738,5 à 2.001,3 Mds de BIF à fin juillet 2017, suite à l'accroissement des titres du Trésor qui ont augmenté de 51,7%, passant de 340.339,5 à 516.284,7 MBIF. Au cours de la même période, l'encours crédits à l'économie a augmenté de 3%, s'établissant à 824.424,5 contre 800.053,2 MBIF à fin juillet 2016.

Comparée à la même période de l'année précédente, la part des titres du Trésor dans le total actif du secteur bancaire a augmenté, passant de 19,6 à 25,8%. Par contre, la part crédits au secteur privé a baissé, revenant de 46,0% à 41,2%.

VIII 2. Ressources

En glissement annuel, les dépôts du secteur bancaire ont augmenté de 24,2%, passant de 961.093,9 MBIF à 1.193,8 Mrds de BIF. Malgré l'augmentation des dépôts, les refinancements des banques commerciales à la Banque Centrale ont légèrement augmenté de 5,3%, passant de 104.044,0 à 109.556,3 MBIF.

IX. SOLIDITE FINANCIERE DU SECTEUR BANCAIRE

A fin juillet 2017, le secteur bancaire est resté solide et toutes les normes prudentielles ont été respectées. Par rapport à la même période de l'année précédente, la qualité du portefeuille crédits s'est améliorée et le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé. Au cours de la même période, les indicateurs de la rentabilité se sont améliorés.

IX 1. Adéquation du capital

Le secteur bancaire est capitalisé et dispose des coussins des fonds propres suffisants pour absorber les risques inhérents à son activité. Le ratio de solvabilité globale et le ratio de solvabilité de base sont demeurés largement au-dessus des normes réglementaires qui prennent en compte le volant de conservation des fonds propres de 12,5 et 14,5% respectivement. Les ratios de solvabilité de base et globale ont légèrement diminué, revenant de 19,0 à 18,7% et de 21,9 à 21,5% respectivement de fin juillet 2016 à fin juillet 2017. Le ratio de levier, dont la limite minimale est de 7%, s'est établi à 12,8% à la même période.

IX 2. Qualité du portefeuille crédits

Par rapport à fin juillet 2016, le taux de détérioration du portefeuille crédits a baissé, revenant de 19,3% à 12,9%. Au cours de la même période, les créances impayées ont diminué de 20,2%, s'établissant à 151.305,1 contre 189.497,7 MBIF.

Une analyse par classe montre que les créances à surveiller et compromises ont baissé respectivement de 22,1% et 89,5% par rapport à juillet 2016. La baisse des créances compromises s'explique par la mise application de dispositions de la Loi des Finances Publiques 2017 qui prévoit la radiation des créances compromises dans les bilans des banques commerciales. Par ailleurs, les créances douteuses se sont accrues de 15,0% en glissement annuel, passant de 33.845,2 à 38.906,7 MBIF.

Le taux de détérioration des crédits dans le secteur «hôtellerie et tourisme» s'est établi à 37,6%. Les secteurs «agriculture» et «commerce» ont connu des taux de détérioration de 9,9% et 11,6% respectivement. De même, les crédits accordés aux secteurs «construction» et «industrie» se sont détériorés de 14,5% et 18,7% respectivement.

Face à cette détérioration, le secteur bancaire a constitué des provisions pour se prémunir contre le risque; le taux de couverture a été de 76,8% contre 80,6% à la même période de l'année précédente.

Le risque de concentration envers les grands débiteurs est minime. Les crédits accordés aux grands risques représentent 18,4% du total crédit contre 21,9% à fin juillet 2016. Par contre, le secteur bancaire fait face au risque de concentration envers le secteur «commerce» qui représente 29,4% de l'ensemble des crédits à l'économie.

IX 3. Rentabilité

Comparé à la même période de l'année précédente, le Produit Net Bancaire (PNB) s'est accru de 8,7%, passant de 88.626,7 à 96.295,0 MBIF. De même, le Résultat Net du secteur bancaire a fortement augmenté (+44,4%), s'établissant à 26.336,1 MBIF à fin juillet 2017 contre 18.237,5 MBIF à fin juillet 2016. Les taux de rendement des actifs (ROA) et des fonds propres ont également augmenté, s'établissant à 1,5% contre 1,2% et à 10,9% contre 8,4%

respectivement de fin juillet 2016 à fin juillet 2017.

IX 4. Liquidité

Les coefficients de liquidité en BIF et en devises se sont établis au-dessus de la norme réglementaire de 20% (actifs liquides sur total dépôts) avec des moyennes respectives de 47,4 et 236,3% contre 45,7 et 119,4% à fin juillet 2016. Toutefois, le secteur bancaire fait face au risque de concentration des dépôts, la part des dix gros déposants représente 29,4% du total dépôt à fin juillet 2017.

ANNEXE 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS

	2 016			2 017		
	Mai	Juin	Juillet	Mai	Juin	Juillet
I. PRODUCTION ET PRIX						
1. Indice de la production industrielle (moyenne mens. 1989 = 100)	108,7	109,3	172,5	118,6	142,2	191,9
2. Apports de café Arabica en parche (Cumul en T)	610,8	962,8	13 749,0	17 906,0	17 906,0	17 906,0
3. Production de thé (Cumul en T de feuilles vertes)	32 070,0	31 787,8	38 141,0	24 604,6	28 854,9	31130,0
4. Indice des prix à la consommation (base 2016/2017 = 100)	112,8	110,5	115,6	116,0	114,1	113,5
5. Taux d'inflation(en p.c)			3,9	18,9	15,1	13,6
II. FINANCES PUBLIQUES						
1. Recettes du budget consolidé (cumul en MBIF)	238 943,7	290 447,8	333 490,9	283 909,9	349 104,2	416 847,0
1.1. Recettes fiscales (cumul)	218 540,2	268 423,8	304 152,2	261 682,7	323 867,0	384 255,0
1.2. Recettes non fiscales (cumul)	20 403,5	19 908,3	29 338,8	22 227,2	25 237,1	32 592,1
1.3. Recettes exceptionnelles (cumul)	0,0	2 115,7	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Dépenses cumulées	321 646,6	518 209,8	562 527,4	421 737,7	510 330,4	598 884,2
2.1. Dépenses de personnel (cumul en MBIF)	139 826,1	156 235,6	196 768,1	161 167,3	193 281,7	225 345,5
3. Dette publique (en MBIF)	1 898 761,8	1 480 825,8	1 905 425,0	2 197 954,6	2 217 058,1	2 207 491,1
3.1. Encours dette intérieure	1 166 078,5	823 868,3	1 190 907,8	1 451 092,3	1 464 123,4	1 447 097,0
dont bons et obligations du Trésor	455 349,6	270 621,1	493 502,0	660 063,7	676 889,0	676 920,9
avance ordinaire BRB	294 898,3	121 700,8	290 649,2	139 502,5	141 652,8	126 976,7
3.2. Encours dette extérieure	732 683,3	656 957,5	714 517,2	746 862,3	752 934,7	760 394,0
3.3. Encours dette extérieure (en dollars américains)	445,2	423,1	431,3	434,8	436,5	438,9
3.3. Service dette extérieure (en MBIF)	719,9	191,7	1 165,1	764,8	316,9	2 220,2
dont amortissements	60,5	138,1	861,8	44,1	228,6	1 367,9
3.4. Tirages sur prêts extérieurs	240,7	62,3	0,0	0,0	0,0	0,0
III. MONNAIE						
1. Base monétaire (en MBIF)	354 477,2	364 068,9	382 330,4	491 780,4	467 625,5	467 852,7
2. Masse monétaire M3 (en MBIF)	1 099 491,1	1 117 322,6	1 118 925,9	1 361 255,2	1 406 602,0	1 422 616,5
2.1. Masse monétaire M2 (en MBIF)	987 687,7	1 003 340,6	1 010 691,6	1 222 500,0	1 265 786,2	1 274 322,4
3. Crédit intérieur (en MBIF)	1 637 106,0	1 660 298,2	1 677 239,4	1 804 690,4	1 892 653,5	1 885 311,7
4. Créances nettes sur l'Etat (en MBIF)	782 853,4	789 261,1	808 779,5	975 817,3	1 009 802,9	987 507,1
5. Avoirs extérieurs nets (MBIF)	-195 288,9	-165 886,7	-188 532,4	-113 413,7	-153 117,4	-155 023,1
6. Opérations sur les Appels d'Offres						
6.1. Apport de liquidité(MBIF)	82 000,0	101 000,0	111 437,0	95 430,0	54 580,0	108 410,0
	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7. Taux d'intérêt moyens pondérés (en p.c)						
7.1. Bons du trésor à 13 semaines	6,6	6,5	6,28	5,3	4,5	4,1
7.2. Bons du trésor à 26 semaines	7,5	7,6	7,54	5,8	5,9	5,7
7.3. Bons du trésor à 52 semaines	10,9	10,5	10,20	7,1	6,7	6,4
7.4. Reprise de liquidité	-	0,0	0,00	0,0	0,0	0,0
7.5. Apport de liquidité	3,3	3,2	3,23	3,9	2,9	3,3
7.6. Facilité de prêt marginal	9,8	8,9	8,85	7,2	7,1	7,0
7.7. Marché interbancaire	-	0,0	5,00	5,5	4,2	4,8
7.8. Taux créditeurs des banques commerciales	7,7	7,7	7,72	6,3	6,2	6,0
7.9. Taux débiteurs des banques commerciales	16,6	16,6	16,64	16,3	16,3	16,3
IV. COMMERCE EXTERIEUR						
1. Exportations (cumul en MBIF, fob DSL & fot Buja)	68 083,1	75 755,3	94 080,2	79 412,6	98 594,6	121 108,3
dont Café Arabica	17 604,9	9 043,7	24 163,1	5 869,5	6 255,3	12 054,9
1.1. Volume des exportations (cumul en T)	36 222	37 680,1	49 445	35 549,0	44 086,0	51 021,7
1.2. Prix moyen des contrats de vente						
de café Arabica fob DSL - US cts/lb	-	-	137,4	67,6	68,0	148,0
- BIF/Kg	-	-	3 029,0	2 545,8	2 556,1	5 646,8
1.3. Encaissements café (en MBIF)	24 954,4	21 964,9	31 531,5	17 604,9	10 175,1	10 685,7
2. Importations (cumul en MBIF)	462 814,0	734 307,8	661 162,7	496 684,5	607 728,8	707 110,3
dont produits pétroliers	117 647,5	159 651,3	171 225,5	66 495,3	87 466,5	104 672,5
2.1. Volume des importations (cumul en T)	343 404,0	365 625,3	495 202,9	271 867,0	329 573,0	397 604,9
V. TAUX DE CHANGE						
3.1. Indice du taux de change effectif du BIF						
3.1.1. Nominal	98,9	99,0	99,5	97,6	96,0	nd
3.1.2. Réel	96,9	98,4	99,5	110,4	106,9	nd
3.2. Taux de change						
3.2.1. Taux de change BIF/\$US (fin de période)	1 648,1	1 566,9	1 660,3	1 720,8	1 728,5	1 736,1
3.2.2. Taux de change BIF/\$US (moyenne mensuelle)	1 645,9	1 563,2	1 656,8	1 717,6	1 724,9	1 732,4
(p) : Provisoire						
nd : Non disponible						
- : Données inexistantes.						

ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE
(en millions de BIF)

	Banques commerciales			Etablissements financiers			Total secteur bancaire		
	31/07/2016	31/07/2017	Variation en %	31/07/2016	31/07/2017	Variation en %	31/07/2016	31/07/2017	Variation en %
I. EMPLOIS	1 625 687,9	1 836 083,3	12,9	133 787,3	149 879,3	12,0	1 738 539,0	2 001 346,0	15,1
PRINCIPAUX EMPLOIS	1 320 953,7	1 501 699,0	13,7	100 490,3	115 120,6	14,6	1 400 507,8	1 632 203,0	16,5
A. Actifs Liquides	618 732,7	786 352,8	27,1	2 658,1	6 042,3	127,3	600 454,6	807 778,5	34,5
. Caisse	43 755,2	55 124,8	26,0	11,2	27,4	144,6	43 766,4	55 152,2	26,0
. B.R.B.	109 453,1	101 337,8	-7,4	1 692,7	1 287,3	-23,9	111 145,8	102 625,1	-7,7
. Banques & Etablissements Financiers	74 044,6	113 605,7	53,4	954,2	4 727,6	395,5	74 998,8	118 333,3	57,8
. Endettement direct de l'Etat	370 543,6	531 667,9	43,5	-	-	-	370 543,6	531 667,9	43,5
<i>Bons, Obligations du Trésor</i>	340 339,5	516 284,5	51,7	-	-	-	340 339,5	516 284,5	51,7
<i>Autres crédits à l'Etat</i>	30 204,1	15 383,4	-49,1	-	-	-	30 204,1	15 383,4	-49,1
B. Crédits	702 221,0	715 346,2	1,9	97 832,2	109 078,3	11,5	800 053,2	824 424,5	3,0
. Court terme	489 984,7	435 601,6	-11,1	8 953,5	4 847,9	-45,9	498 938,2	440 449,5	-11,7
. Moyen terme	135 710,3	190 750,3	40,6	46 238,7	52 968,5	14,6	181 949,0	243 718,8	33,9
. Long terme	76 526,0	88 994,3	16,3	42 640,0	51 261,9	20,2	119 166,0	140 256,2	17,7
. Crédits bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. Autres crédits	-	-	-	-	-	-	-	-	-
C. Autres	304 734,2	334 384,3	9,7	33 297,0	34 758,7	4,4	338 031,2	369 143,0	9,2
II. RESSOURCES	1 625 687,9	1 836 083,3	12,9	133 787,3	149 879,3	12,0	1 738 539,0	2 001 346,0	15,1
Principales ressources	1 159 493,1	1 411 074,5	21,7	51 523,0	61 283,5	18,9	1 211 016,1	1 472 358,0	21,6
. Clientèle	915 470,5	1 139 941,1	24,5	45 623,4	53 863,9	18,1	961 093,9	1 193 805,0	24,2
<i>dont dix grands dépôts</i>	232 361,9	344 566,9	48,3	7 980,5	6 366,8	-20,2	240 342,4	350 933,7	46,0
. Refinancement auprès B.R.B.	102 354,4	109 556,3	7,0	1 689,6	-	-	104 044,0	109 556,3	5,3
. Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
. Banques & Etablissements Financiers	141 668,2	161 577,1	14,1	4 210,0	7 419,6	76,2	145 878,2	168 996,7	15,8
<i>dont : Résidents</i>	69 074,0	102 721,0	48,7	4 210,0	7 419,6	76,2	73 284,0	110 140,6	50,3
Autres	466 194,8	425 008,8	-8,8	82 264,3	88 595,8	7,7	527 522,9	528 988,0	0,3
IV. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE									
Adéquation des fonds propres									
. Fonds propres de base nets (en MBIF)	193 296,6	208 876,8	8,1	24 942,6	26 472,8	6,1	218 239,2	235 349,6	7,8
. Fonds propres (en MBIF)	216 216,8	233 129,4	7,8	35 365,9	37 125,1	5,0	251 582,7	270 254,5	7,4
. Risques pondérés	1 030 722,3	1 127 814,6	9,4	116 252,2	130 052,5	11,9	1 146 974,5	1 257 867,1	9,7
. Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	18,8	18,5	-	21,5	20,4	-	19,0	18,7	-
. Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	21,0	20,7	-	30,4	28,5	-	21,9	21,5	-
. Ratio de levier (norme 7%)	13,5	12,4	-	21,0	19,1	-	14,2	12,8	-
Qualité et concentration des crédits									
. Grands risques	166 227,1	141 286,3	-15,0	8 913,2	10 717,7	20,2	175 140,3	152 004,0	-13,2
. Créances à surveiller	22 662,0	29 958,9	32,2	12 042,2	15 261,3	26,7	34 704,2	45 220,2	30,3
. Créances Non performantes	141 549,8	90 135,7	-36,3	13 243,7	15 949,2	20,4	154 793,5	106 084,9	-31,5
. Impayés	164 211,8	120 094,6	-26,9	25 285,9	31 210,5	23,4	189 497,7	151 305,1	-20,2
. Provisions constituées	116 083,1	73 765,2	-36,5	8 693,9	7 749,9	-10,9	124 777,0	81 515,1	-34,7
. Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	43,2	39,0	-	73,1	72,8	-	46,0	41,2	-
. Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (*)	22,8	29,0	+	-	-	-	22,8	29,0	+
. Prêts à l'Etat/Fonds propres de base (*)	191,7	254,5	+	-	-	-	191,7	254,5	+
. Taux des prêts non performants	20,2	12,6	-	13,5	14,6	+	19,3	12,9	-
. Taux d'impayés	23,4	16,8	-	25,8	28,6	+	23,7	18,4	-
. Taux de provisionnement (en %)	82,0	81,8	-	65,6	48,6	-	80,6	76,8	-
. Grands risques/Total crédits bruts (en %)	23,7	19,8	-	9,1	9,8	+	21,9	18,4	-
Liquidité									
. Coefficient de liquidité en BIF	45,7	47,4	+	-	-	-	45,7	47,4	+
. Coefficient de liquidité en devises	119,4	236,3	+	-	-	-	119,4	236,3	+
. Total crédits/total dépôts	76,7	62,8	-	214,4	202,5	-	83,2	69,1	-
. Rapport entre ressources Stables et Emplois Immobilisés	116,3	123,4	+	247,0	236,8	-	144,3	142,9	-
. Dix gros dépôts/Total dépôts	25,4	30,2	+	17,5	11,8	-	25,0	29,4	+
Rentabilité et performance									
. Résultat avant impôt	19 138,3	28 166,1	47,2	1 907,9	1 265,2	-33,7	21 046,2	29 431,3	39,8
. Résultat net de l'exercice	16 716,3	25 202,6	50,8	1 521,3	1 133,5	-25,5	18 237,6	26 336,1	44,4
. Produit Net Bancaire	81 715,9	89 194,1	9,2	6 910,8	7 100,9	2,8	88 626,7	96 295,0	8,7

ANNEXE3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS

	2012	2013	2014	2015	2016
PRODUIT INTERIEUR BRUT ET PRIX					
Croissance réelle du PIB (en p.c.)	4,4	4,9	4,2	-0,3	1,7
Taux d'inflation (moyenne annuelle)	18,2	7,9	4,4	5,5	5,6
SECTEUR EXTERIEUR					
Exportations, f.à.b. (en millions de dollar)	134,7	94,0	131,8	120,1	109,4
Importations, CAF (en millions de dollar)	751,5	811,0	768,7	716,4	734,8
Volume des exportations (en tonnes)	52 300	57 207	79 580	85 499	84 613
Volume des importations (en tonnes)	705 348	809 077	798 246	629 916	880 458
Solde du compte courant (en millions de dollar)	-255,1	-250,2	-384,5	-373,3	-354,8
Taux de change BIF/USD (moyenne de la période)	1 442,5	1 555,1	1 546,7	1 571,9	1 654,6
Taux de change BIF/USD (en fin de période)	1 546,1	1 542,0	1 553,1	1 617,1	1 688,6
Réserves de change brutes (en millions de USD, en fin de période)	312,9	321,2	317,3	136,4	95,4
Réserves de change brutes (en mois d'importations de l'année suivante)	4,0	4,2	4,2	2,3	1,4
MONNAIE					
Avoirs extérieurs nets (MBIF)	196 637,7	229 756,1	180 525,3	-75 870,1	-176 523,1
Crédit intérieur (en MBIF)	920 086,1	972 302,3	1 135 873,8	1 410 604,3	1 643 372,6
Créances nettes sur l'Etat	277 057,5	274 749,0	384 697,0	687 259,5	910 311,1
Créances sur l'économie	643 028,6	697 553,3	751 176,8	723 344,8	724 923,0
Masse monétaire (M3)	856 091,2	939 527,9	1 045 336,7	1 060 791,0	1 129 690,2
Masse monétaire (M2)	708 053,0	801 728,3	880 206,6	923 271,7	1 034 732,2
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2, fin de période)	4,8	4,9	5,1	4,8	4,6
Base monétaire (Taux de croissance)	16,1	23,6	15,8	-8,6	29,2
Taux d' intérêt d'apport de liquidité (en p.c.)	-	-	-	3,4	3,1
Taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal (en p.c.)	13,8	12,5	8,0	9,8	8,6
Taux d'intérêt moyens créditeurs (fin de période en p.c.)	8,8	9,0	8,8	8,7	7,7
Taux d'intérêt moyens débiteurs (fin de période en p.c.)	15,7	16,2	16,7	16,9	16,5
FINANCES PUBLIQUES					
Recettes et dons (en p.c. du PIB)	21,0	22,1	21,0	16,6	15,9
Dépenses (en p.c. du PIB)	24,6	25,0	25,3	24,7	22,0
Solde primaire (en p.c. du PIB, base droits constatés)	-0,3	-2,4	-0,5	-6,0	-2,3
Solde budgétaire global (en p.c. du PIB, base droits constatés)					
- dons exclus	-8,2	-10,1	-9,5	-11,2	-8,5
- dons inclus	-3,6	-2,9	-4,4	-8,0	-6,0
Dettes intérieure (en MBIF)	539 600	597 962	727 264,4	1 069 551,8	1 376 307,8
Dettes extérieure (en MUS\$D, en fin de période)	393	413	429,6	420	429,6
Ratio du service de la dette extérieure (en p.c. des exportations)	3,4	3,5	4,1	5,8	6,6
Dettes extérieure (en p.c. du PIB)	18,1	16,1	15,7	15,6	15,2
Pour mémoire					
PIB au prix du marché (en milliards de BIF)	3 365,8	3 812,5	4 185,1	4 423,2	4 754,9